



CAPL N° 1 DU 16 DECEMBRE 2016 VIVIER EDR ET CONSEQUENCES ASR

Le mouvement complémentaire au 1^{er} mars des inspecteurs ayant été supprimé, il y avait donc deux points à l'ordre du jour :

- **l'examen des candidatures pour l'équipe de renfort :**

4 collègues ont candidaté (3 pour le 591 et 1 pour le 592) ; 3 ont été retenus pour le vivier (et seront donc prioritaires dans le cadre du mouvement national).

La direction a indiqué que le temps de réponse à l'appel de candidatures (une semaine cette année) n'était peut-être pas suffisant et s'est donc engagée à laisser 15 jours de délai pour l'année prochaine.

Le profil recherché cette année était un collègue disposant d'une expérience en management, en pilotage de service et de la filière GP.

- **Les conséquences en termes d'affectation de l'aménagement des structures et du réseau (ASR).**

La Direction a présenté les conséquences (modification d'affectation) de l'ASR : de la fusion des SIP et des SIE de Tourcoing, de la suppression de la trésorerie de Raismes.

La CGT a rappelé les garanties existantes en cas de restructurations, notamment la bonification fictive d'ancienneté de 2 échelons en cas de suppression d'un poste comptable.

La CGT n'a pas pris part au vote sur ce point, car farouchement opposée aux restructurations proposées. De plus, la Direction n'a pas présenté l'ensemble des modifications.

DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS CGT

Avant d'aborder la CAPL proprement dite, nous voulons dénoncer l'état du dialogue social à la DRFIP Nord. En effet, ce mardi 13 décembre, le Directeur a refusé d'entendre des collègues venus en tant qu'expert au Comité Technique Local. Après deux mois de mobilisation, de grèves fortement suivies, une centaine de cahiers revendicatifs, des rassemblements, la Direction est aujourd'hui totalement fermée à la discussion : sur les questions de l'emploi, des restructurations, de l'organisation du travail, c'est un mépris total et complet pour les collègues.

Il y a pourtant urgence pour améliorer les conditions de travail, l'exercice des missions et le service public.

Comme dans l'ensemble de la Fonction publique, c'est la casse de la DGFIP qui est à l'ordre du jour : des pans entiers de missions sont supprimés, externalisés, le maillage territorial de notre administration est en cours de démantèlement et l'accès au service public est remis en cause.

RGPP, MAP, Lignes Directrices... les politiques s'enchaînent, changent de nom mais le but poursuivi est toujours le même depuis plus de 10 ans, supprimer des dizaines de milliers d'emplois et réduire l'action publique.

Les collègues n'en peuvent plus et la mobilisation grandit dans les départements notamment dans le Nord où un mouvement social d'une ampleur sans précédent dure depuis le 10 octobre au travers de grèves massives et de fermetures de services, pour exiger :

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois (encore 74 décidées cette année), des restructurations et des suppressions de structure.
- Le renforcement des moyens humains et budgétaires ;
- Le maintien et le renforcement des droits sociaux des agents, une réduction des écarts de rémunération par une revalorisation des régimes indemnitaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications et pour refuser la mise en place de PPCR et du RIFSEEP ;
- Une amélioration réelle et concrète des conditions de vie au travail
- Le maintien d'une action sociale de haut niveau dans tous les domaines.

Ces revendications nous semblent tout à fait légitimes à l'aune de la déclaration de politique générale du nouveau 1er ministre Bernard Cazeneuve qui déclare "que proposer de supprimer des centaines de milliers de postes de fonctionnaires en quelques mois c'est remettre tout simplement en cause la capacité de l'état à assumer ses missions les plus élémentaires".

Concernant la CAP locale de ce jour, tout d'abord nous dénonçons la suppression du mouvement complémentaire pour les inspecteurs. La disparition de ce mouvement ne fera qu'accentuer les difficultés quotidiennes de certains collègues, et multipliera les mesures de gestion (détachement) en cours d'année.

Concernant l'ASR vous déclinez aujourd'hui en termes de mutations les conséquences des restructurations désastreuses que nous condamnons et combattons depuis le début. Nous continuons à nous y opposer : tant sur les conséquences pour les conditions de travail des collègues que pour le service aux usagers.

La concentration de services (comme prévu pour la fusion des SIP et SIE de Tourcoing) n'a jamais amélioré la situation. Encore une fois, ce sont les collègues qui vont subir les conséquences de réorganisations prises à marche forcée.

Contrairement aux affirmations de M Pineau sur Ulysse, le passage de 13 RAN à 9 ne constitue en aucun cas une avancée pour les agents, mais permettra à la direction locale une plus grande souplesse dans la gestion des affectations au détriment des desiderata des agents.

Les ALD à la RAN seront les premières victimes de cette réforme décidée unilatéralement par la direction.

De plus, M. Pineau nous promet des créations d'emplois avec l'implantation d'un centre RH à vocation supra-départementale.

Même si d'aventure quelques emplois sont « créés », ils seront prélevés en nombre supérieur dans les autres départements.

Avec l'expérience nous pouvons en douter, tous les emplois ne seront pas pourvus (exemple du CPS structure supra-départementale où il persiste 24 vacances d'emplois ainsi que la création du STDR sans aucun emploi).

Par ailleurs, rien n'empêche la direction générale de transférer le cas échéant ce service dans un autre département dès 2019, comme le démontre l'exemple du SFACT et du CSP cette année.

Pour la CGT Finances Publiques
Laurent PERIN et Dominique THERY